

Le malthusianisme, une nécessité diomédienne pour l'Afrique

Kouadio Julien KOUASSI

Assistant, département de Philosophie (Esthétique et Philosophie africaine)

*Université Félix Houphouët-Boigny – RC
Julienkouadio49@yahoo.fr*

Résumé

L'Afrique est, jusqu'à preuve du contraire, le berceau de l'Humanité car c'est là que le plus vieux fossile d'hominidé, proche cousin des ancêtres de l'homme (Tournai), a été découvert. C'est donc à partir du biotope africain que l'être pour-soi a débuté son voyage existentiel. Cependant, si les autres continents semblent bien avancés (développés) dans ce voyage effréné, le continent africain, bien que starter, est paradoxalement en retard. Trop lendore, trop enveloppé sous son drap, il peine à sortir de son berceau pour s'engager à marcher de façon responsable afin d'amorcer véritablement la voie du développement, de l'émergence. Pourquoi alors ? N'est-ce pas sûrement sa masse démographique trop lourde qui le maintient dans ledit berceau et l'empêche de se développer ? Loin de nier les nombreux maux (esclavage, colonisation, mauvaise gouvernance...) qui jonchent son chemin dans la quête de cet idéal, il y a la question de la croissance démographique qui hypothèque toutes ses tentatives de vouloir sortir des profondeurs abyssales du sous-développement.

Mots clés : Croissance démographique, Développement, Malthusianisme, Nécessité diomédienne⁶⁴, Réalisme, Responsabilité.

Abstract

Africa is, until proven otherwise, the cradle of Humanity because it is there that the oldest hominid fossil, a close cousin of the ancestors of man (Tournai), was discovered. It is therefore from the African biotope that being-for-itself began its existential journey. However, if the over continents seem well advanced (developed) in this frantic journey, the African continent, although a starter, is paradoxically late. Too sluggish, too wrapped up in his sheet, he struggles to get out of his cradle to

⁶⁴ Nécessité diomédienne : nécessité extrême. Selon l'anecdote, Diomède et Ulysse ayant dérobé le Palladium (statue de Pallas qui passait pour le gage de protection de Troie) aux Troyens revenaient, de nuit, vers les vaisseaux, alors que la lune commençait à se montrer ; Ulysse, ambitieux de passer pour le seul auteur de cet exploit, tenta de tuer Diomède qui le précédait avec le Palladium ; mais Diomède ayant vu l'ombre du glaive levé d'Ulysse projetée par la clarté de la nuit, se saisit de lui et lia ses mains et lui ordonna de marcher devant. Ainsi en le frappant avec le plat du glaive entre les épaules, il le ramena au camp des Grecs. (note 383, *La République* de Platon, p.251).

commit to walking responsibly in order to truly begin the path of development, of emergence. Why then? Is it not surely its too heavy demographic mass that keeps it in the said cradle and prevents it from developing? Far from denying the many harms (slavery, colonization, bad governance, etc.) that litter his path in the quest for this ideal, there is the question of population growth, which mortgages all his attempts to want to get out of the abyssal depths of underdevelopment.

Keywords: Population growth, Development, Malthusianism, Diomedian, necessity, Realism, Responsibility.

Introduction

Après plusieurs années climactériques passées sous le joug de l'esclavage, la colonisation et tant d'autres maux, l'Afrique est toujours engagée dans une perpétuelle quête de la voie qui la mènera au développement. L'émergence est alors aujourd'hui devenue l'un des concepts les plus usités dans tous les pays africains. Sur le continent, chaque État a fixé le rendez-vous de son émergence à un horizon quelconque. Pour atteindre cet idéal, les instances dirigeantes ont tendance à mettre l'accent sur le progrès matériels (infrastructures routières, ponts, bâtiments de hauts standings, barrages hydroélectriques, transferts de nouvelles technologies.....). Il n'y a point de doute que ces facteurs concourent énormément au développement économique et social. Il serait malhonnête de nier qu'ils sont, pour le développement des États africains, des puissances auxiliaires. Mais tous ces colossaux et dispendieux efforts consentis par les gouvernants pour faire sortir leurs pays respectifs de la glue du sous-développement semblent demeurer insuffisants ou vains. Quelles est la ou les raisons fondamentale(s) de cette insuffisance ou cet échec ?

Il faut souligner que nonobstant l'implantation des multinationales dans divers pays africains et les nombreuses actions opérées par les régimes politiques qui se succèdent aux commandes de chaque nation, l'horizon de l'émergence reste encore flouté. Le chômage de la jeunesse et son cortège de pauvreté, conflits, insécurité, immigration etc. continuent de battre son plein et annihiler toutes les dispositions prises pour remettre l'Afrique sur les rails du développement. Car à vrai dire, « nous étions bien plus riches que certains, en argent et en tout (...); aujourd'hui, nous sommes

apparemment exclus de tout même du train du développement qui ne passe plus par nos pays... Le train s'est arrêté quelque part, je ne sais où » (T. Boni, 2003, p.154). Où ce train du développement africain s'est-il arrêté ? Pourquoi s'est-il vraiment arrêté ? À ces questions, on pourrait échafauder une série de raisons. On peut, par exemple, se consoler avec les prétextes de l'esclavage et la colonisation et se retrancher dans l'encoignure de la victimisation pour crier qu' « on nous a fait ceci ou cela. On nous vole, on nous pille... [*Mais*] qui on ? Il n'y a pas de on qui vaille la peine d'être dénoncé ici... » (Idem). Ainsi l'être africain tend toujours à se musser derrière ces tristes évènements et malheureux de son histoire pour justifier son être-là-dans-le-monde. La preuve, « mes frères et moi, [*déclare Tanella Boni*], sommes prompts à rejeter toute responsabilité sur l'Autre, le Blanc, la France, la Mondialisation, comme si ce discours était notre seul projet de société » (2003, p.66). Il est certes vrai que le pour-soi africain n'aurait pas totalement tort de les brandir comme arguments pour expliquer son être-là-actuel puisque ce déterminisme historique l'a aussi désaxé. Ces sombres moments de son histoire ont considérablement épuisé ses richesses naturelles, son patrimoine culturel et humain. Seulement, doit-on indéfiniment continuer d'accuser l'Autre, le Blanc, le Ponant ? Si comme le dit Sartre, « tout homme qui se réfugie derrière [*toutes sortes d'excuses*], tout homme qui invente un déterminisme [*est*] un homme de mauvaise foi » (1996, p. 68), n'est-il pas urgent d'inviter les Africains à plus de réalisme, d'engagement et de responsabilité ? L'Afrique est, au monde, l'un des continents les plus pauvre et aussi le deuxième en termes de population après l'Asie. Elle cherche inlassablement la voie du développement cependant dans la même foulée, sa population ne cesse de grimper. Cette question relative à la croissance démographique est bien souvent ignorée par les décideurs politiques africains dans leur inlassable course vers l'émergence. Constructions de routes, ponts, achats d'armes performantes pour assurer la sécurité des biens et des personnes... constituent pour eux les piliers du développement. Toutefois, tous ces projets de grandes envergures pour embellir la façade des États, améliorer les conditions de vie des populations en vue de mériter l'insigne de pays développés ou du moins en voie de développement, ne seraient-ils pas superfétatoires si l'évolution de la population n'est pas contrôlée et maîtrisée ?

Ce qui suscite cette question qui constitue l'épine dorsale de ce travail : la croissance démographique exponentielle n'est-elle pas un danger pour le développement de l'Afrique ? L'hypothèse générale dudit travail est celle de savoir que la croissance démographique a parfois une influence négative sur la croissance économique et sociale. Laquelle hypothèse soulève encore deux autres qui lui sont subsidiaires. D'une part, le développement économique-social de l'Afrique reposerait-il uniquement sur la construction des infrastructures ? D'autre part, l'adoption du Malthusianisme ne serait-il pas un réel levier pour le développement et l'amélioration des conditions existentielles des peuples de l'Afrique et du monde ? Cette étude se fera donc selon une triade. D'abord, dans une démarche analytique, nous répondrons à la question du pourquoi l'explosion démographique en Afrique ? Ensuite, nous établirons les effets collatéraux de cet état de fait sur l'émergence de l'Afrique dans une approche analytico-critique. Et en dernière instance nous soulignerons, par le truchement d'une méthode prospective, que l'adoption de la théorie malthusienne en Afrique peut non seulement aider à lutter efficacement contre certaines pathologies sociales mais aussi possibiliser le développement tant souhaité.

I- Des causes de l'explosion démographique en Afrique

L'Afrique, après l'Asie (40% de la population mondiale), vient en deuxième position parmi tous les continents en matière de peuplement. Elle se taille 17,2% de cette population mondiale depuis 2020 selon les estimations de l'ONU⁶⁵. Cette population, depuis les indépendances jusqu'à aujourd'hui ne cesse de croître tandis que ses conditions de vie semblent aussi se détériorer au fur et à mesure. Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les raisons réelles de cette explosion démographique ? Plusieurs causes seraient à l'origine de cette croissance exponentielle de la population africaine.

Ab ovo l'éducation sexuelle est bien souvent un très sensible sujet voire tabou dans la société africaine où le taux d'analphabétisme est élevé. Le sexe, dans la culture africaine est sacré, secret et

¹ ONU 2017. L'Asie compte 4,50 milliards d'habitants aujourd'hui et en aura 5,25 en 2050, mais ensuite déclinera pour atteindre peut-être 4,78 en 2100, soit 43% de la population mondiale.

considéré comme une ‘‘affaire d’adultes’’. Dès lors il est très déplacé de parler de sexe avec sa progéniture. Contrairement aux sociétés occidentales dans lesquelles parents et enfants peuvent naturellement communiquer sur la question du sexe, en Afrique cela a du mal à s’incorporer dans les mœurs. Un enfant ne peut en aucune façon s’hasarder à poser à ses géniteurs des questions ‘‘en dessous de la culotte’’ ; ce serait un sacrilège. Et la réaction des parents en pareille circonstance en dit parfois long sur la gêne qu’ils ressentent lorsqu’un enfant tente de se montrer trop curieux sur la sexualité. Or à considérer la chose sous un autre angle, l’éducation sexuelle préserve la santé des jeunes en retardant leur activité sexuelle. De même qu’on pourrait croire que ce qui a poussé Adam et Eve à céder à la tentation est l’interdiction et tous les mystères autour de l’arbre défendu, on peut penser que si les jeunes s’adonnent, dès le bas-âge, à la sexualité, s’exposent aux maladies sexuellement transmissibles (MST) et contractent des grossesses indésirables et à risques, c’est par curiosité et manque d’informations. Si l’éducation à la sexualité est ainsi en mesure de libérer la jeunesse de l’ignorance de tous les dangers et mystères qui gravitent autour de la pratique sexuelle, il va s’en dire qu’elle peut considérablement contribuer à la baisse des grossesses précoces et, partant, limiter le taux de naissances. Faute de cette éducation visant à inculquer aux jeunes filles et garçons les informations nécessaires pour une pratique consciente et responsable de la sexualité, il n’est pas rare de constater, dans les sociétés africaines, des filles-mères d’enfants de pères différents. D’ailleurs, selon l’estimation de Jean-Paul Moatti et Jean-Marc Châtaigner, 130 millions d’Africaines ne disposent d’aucun moyen moderne de contraception⁶⁶. En Côte d’Ivoire par exemple, une étude du Conseil National des Droits de l’Homme (CNDH) a prouvé que de septembre 2021 à mai 2022, il y a eu 3409 cas de grossesses en milieu scolaire⁶⁷.

À cette carence d’éducation sexuelle viennent ensuite se greffer d’autres réalités comme les mariages forcés et précoces et surtout la polygamie. L’une des pratiques ancestrales qui tend à se pérenniser dans certaines contrées du continent africain, et ce, malgré

¹ Jean-Paul Moatti et Jean-Marc Châtaigner, « la question démographique, épée de Damoclès du développement africain », *Le Monde*, 8 juillet 2017.

¹ <https://news.abidjan.net> du mercredi 1 juin 2022 | APA par Saliou Amah.

toutes les campagnes de sensibilisation, est celle du mariage forcé. Les peuples qui s'y adonnent se justifient en alléguant que le mariage précoce des jeunes filles permettrait en réalité d'éviter les grossesses précoces qui sont susceptibles de déverser le déshonneur sur la famille. Une étude élaborée par les bureaux régionaux de l'UNFPA et de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre révèle que « la prévalence du mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre est de 41%¹, ce qui signifie que quatre filles et jeunes femmes sur dix, soit près de 60 millions, ont été mariées avant l'âge de 18 ans. (...) Le Niger affiche le taux de prévalence du mariage des enfants le plus élevé au monde, avec 76%, suivi de la République centrafricaine, avec 68%, et du Tchad avec 67% » (A. Philipose, R. Touré et C. Verhulst, 2018, p.4). Comme on peut le constater à travers ces statistiques, le mariage forcé est une pratique prédominante dans ces zones de l'Afrique mais bien que les pourcentages ne soient pas aussi identiques partout, il n'en demeure pas moins qu'il existe chez la quasi-totalité des peuples africains. Et les inconvénients de cette coutume semblent évidents. Elle constitue une bombe démographique vu que ces jeunes filles et garçons qui ne sont pas encore aptes (physiquement, financièrement, psychologiquement ou moralement) à assumer les responsabilités de parents commencent déjà à jouer dans la cours des grands. Jeunes, ils font des enfants sans aucun planning familial pour venir gonfler le nombre d'enfants déjà existant. Quant aux jeunes filles qui se sont vues livrées en holocaustes à des adultes sont pour la plupart des coépouses (2^e, 3^e, 4^e... épouse). Elles tombent alors de pleins pieds dans des foyers polygamiques qui sont aussi des causes de la croissance démographique africaine. En effet, autrefois la polygamie s'expliquait car il fallait faire plusieurs enfants ; synonyme de main d'œuvre pour cultiver, mettre en valeurs les nombreux hectares de forêts. C'est ce que Francis Gendreau tente de nous faire comprendre en affirmant qu' :

à l'époque coloniale, la faible population de l'Afrique était considérée comme un obstacle à son développement ; elle rendait difficile la mobilisation de la main d'œuvre dont l'autorité coloniale avait besoin pour les travaux d'infrastructure (chemins de fer, routes), l'exploitation des mines et les plantations

industrielles, et favorisait la pratique d'une agriculture traditionnelle contraire à la volonté du colonisateur d'accroître les performances économiques. (...) En ce sens, l'accroissement démographique rapide des années cinquante et soixante était perçu comme un facteur positif, (...). L'exemple de la Côte d'Ivoire confortait cette analyse : non seulement la croissance naturelle de la population y était forte, mais en plus une immigration importante en provenance des pays du Sahel s'était avérée nécessaire pour développer l'agriculture d'exportation, le tout contribuant au « miracle ivoirien » (1996, pp.103-104).

Cependant, aujourd'hui, cette philosophie⁶⁸ est tombée en état de désuétude parce que le fait colonial a cessé, le couvert forestier tant à disparaître et les terres cultivables se raréfient avec les nouveaux fléaux comme l'orpailage clandestin, l'urbanisation accélérée des villes etc. Même si dans certains pays africains (le cas de la Côte d'Ivoire) on commence à spéculer sur sa légalisation, la polygamie est un choix de vie qui peut être nuisible pour chaque foyer et pour la société africaine en général. La raison en est que les familles polygamiques sont des foyers d'éclosion à foison d'enfants. Le mari pouvant chaque année faire autant d'enfants qu'il en a de femmes. Difficile dans cette condition de réussir un planning familial ou de mettre véritablement en pratique la théorie malthusienne pour éviter un nombre exorbitant d'enfants. Le film de Denys Arcand, *Le déclin de l'empire américain*, nous interpelle sur le fait qu'« il y a trois choses importantes en histoire : premièrement le nombre ; deuxièmement, le nombre ; et troisièmement, le nombre » (Youtube : 1986).

¹ En Afrique subsaharienne par exemple les arguments qui étaient avancés pour justifier l'explosion démographique sont : « la nécessité de récupérer les pertes démographiques des siècles précédents, les faibles densités globales de population, la relation supposée positive entre une population nombreuse et le développement, ainsi que la crainte de voir la population décroître à cause du VIH/Sida » (AFD – CEPED – KARTHALA, 2007, p.28).

En outre, la fécondité ou la fertilité est le signe le plus insigne de féminité et de dignité de la femme africaine au sein de la société parce qu'un enfant est, Selon Tanella Boni, l'une des premières richesses de la femme, la lumière autour de laquelle elle organise sa vie de femme. Il est possible que dans toutes les sociétés humaines la stérilité soit source de grandes angoisses, une véritable catastrophe étant donné que c'est par la procréation que l'humanité se perpétue et se pérennise. Mais en Afrique la stérilité semble paradoxalement être réservée qu'à la gent féminine : elle « est attribuée à la femme dès lors que l'homme peut avoir une érection et une éjaculation (...). Malgré l'intervention de la médecine moderne on peut parler d'une continuité dans la représentation de la stérilité » (H. El Aaddouni, [En ligne], 5 | 2003). Victimes d'une telle croyance devenue si populaire, les femmes africaines et surtout celles des zones rurales se voient condamnées à brandir leurs grossesses et leurs progénitures comme preuves de féminité ; arguments inattaquables de leur dignité de femmes aux entrailles non asséchées. « Je comprends mieux, [*déclarait la narratrice de Matins de couvre-feu*], pourquoi mes aïeules s'autorisaient à faire tant d'enfants (...) Ma grand-mère en avait eu quinze » (T. Boni, 2005, p.165). Avec cette pression sociale, cette criminalisation que la femme africaine subit, la courbe de la démographie africaine ne descendra pas de sitôt.

On peut, par ailleurs, adjoindre le manque de réalisme des pour-soi africains face aux situations existentielles. Adeptes du natalisme, bon nombre d'Africains font une pléthore d'enfants et quand advient le moment d'assumer leurs responsabilités de parents devant cette cohorte d'enfants, ils plongent dans le fatalisme. Ainsi se convainquent-ils que chaque enfant a sa destinée déjà écrite par la divinité. Dans cette logique, ils en font autant que possible car tout compte fait Dieu pourvoira à leurs besoins. S'il n'abandonne pas les oiseaux du ciel, ce n'est pas l'homme, créature faite à son image qu'il oubliera. C'est ce qui explique généralement des noms fantaisistes attribués aux enfants et qui rappellent le nom de Dieu ou ses attributs : Yanmien, Mien moh, Moyé Sran⁶⁹, Grâce, Victoire... Ainsi, trop obnubilé par le fatalisme, l'Africain croit mordicus que les noms

¹ Respectivement : Dieu ou Seigneur, Dieu merci, Homme chanceux (en Baoulé).

peuvent avoir des impacts très positifs sur leurs porteurs. C'est pourquoi ils optent pour ces noms à connotations divines et positives. Tanella Boni fait ironiquement remarquer à cet effet qu'« il n'y a que les Nègres qui donnent le nom de Dieu et tous ses dérivés à leurs enfants en pensant que le bénéfice du nom les sauvera de tous les malheurs du monde... Dieudonné, Dieumerci, Dieuesprit, Enfant-de-Dieu, Chose-de-Dieu, ou Dieu tout court, décliné mille fois, dans toutes les langues. Quelle patience ! » (2003, p.131). Aussi, faut-il souligner qu'en comptant sur les œuvres de la fortune, certains « [pondent] les enfants » (A. Koné, 1997, p.46) dans l'espoir que l'un d'entre eux réussisse un jour et vienne tirer les autres membres de la famille de la misère. En effet, le communautarisme étant le mode de vie dans la majeure des sociétés africaines, on pense que « plus la famille est nombreuse, plus la probabilité qu'au moins un de ses membres trouve à se faire employer sera élevée et plus la redistribution permet ainsi à la famille entière de survivre » (Sandron, 2002, p.33). Pour espérer que cela adienne ou se réalise, il faut bien souvent forcer les choses en ayant recours aux marabouts, les médiums ou les diseurs de bonnes aventures ou même faire des sacrifices parfois inimaginables. Or « l'AFRIQUE ne doit plus continuer à vivre d'espérance » (S. Diakité, 2014, p.10). Ces propos sui generis expriment apertement que l'homme africain doit, durant toute son aventure existentielle, s'interdire d'éluder les actions en trouvant des excuses ou en remettant tout à la fortune ou à Dieu. Il doit lui-même résoudre ses problèmes existentiels. C'est ce que nous dit Amadou Koné lorsqu'il affirme que « nous devons croire aux dieux et aux morts mais nous ne devons pas attendre qu'ils résolvent nos problèmes d'ici-bas » (1980, p.67).

À toutes ces raisons susmentionnées s'ajoute celle relative à la volonté politique. Dans de nombreux pays, ce qui tend à occuper fortement l'esprit des gouvernants c'est loin l'ascendance de la courbe démographique. Bien au contraire c'est la conservation du pouvoir à travers la manipulation des Constitutions accompagnée de clientélisme, népotisme, favoritisme, corruption, concussion, détournements, prédatons de deniers publics.... Tels sont malheureusement les signes diacritiques de la pratique politique africaine. Préoccupés par ces folles ambitions, les gouvernants africains semblent peu préoccupés par la question démographique de

leurs États respectifs. Par conséquent, les programmes nationaux de limitation des naissances mis en place par les ministères ayant à charge la gestion de la femme, l'enfant, la famille et la population « sont peu efficaces, manquent de moyens, et surtout souffrent d'un défaut de motivation de leurs responsables et des personnes chargées de les mettre en œuvre sur le terrain » (G. Pison, 2017, p.21). Signifions que toutes ces raisons du boom démographique africain ne sont pas exhaustives car d'autres non perçues pourront rentrer en ligne de compte. Cependant la question qui taraude à présent l'esprit est la suivante : quelles répercussions l'essor démographique pourrait-il avoir sur l'Afrique elle-même et sur le bien-être des Africains ?

II- Des revers de la croissance démographique

Sans barguigner il faut reconnaître qu'aujourd'hui la croissance démographique galopante est un sérieux obstacle au développement de l'Afrique. Quels sont les fonds baptismaux de cette posture malthusienne ? En effet, les tendances démographiques récentes de ce continent se caractérisent non seulement par des taux de croissance sans précédent, mais aussi par une forte proportion de jeunes. Avec cette vitesse du taux de natalité, dû à la bigamie et à la polygamie de nombreux Africains, l'Afrique risque le surpeuplement et le mal développement d'ici quelques décennies parce qu'il existe un rapport très étroit entre croissance démographique et croissance socio-économique. La matrice de corrélation entre croissance démographique et développement socio-économique pour 50 pays africains durant les trois dernières décennies prouve que la population et le développement sont indissociables et que leurs effets sont réciproques. Ces effets néfastes de la démographie galopante sur le développement de l'Afrique ne cessent d'angoisser bon nombre d'intellectuels.

D'abord, le taux élevé de naissances que connaît aujourd'hui l'Afrique risque, à long terme, d'anéantir tous les efforts consentis pour réussir une transition démographique. Cela s'explique par le fait que les enfants d'aujourd'hui seront les parents de demain. Pour répondre aux besoins de cette population qui s'accroît exponentiellement, les réserves de produits vivriers et la production agricole doivent être considérablement augmentées. Or, cela empêche

aussi l'allocation de ressources à d'autres secteurs économiques et sociaux. Le taux de natalité rapide entraîne une augmentation du ratio de dépendance et les États se trouvent dans l'obligation d'allouer davantage de ressources à l'alimentation, au logement, à l'éducation, la santé à la composante jeune de la population qui consomme les biens et les services, mais qui ne les produit pas.

Aussi, une population qui connaît un taux de croissance accélérée peut avoir de graves répercussions sur les possibilités d'emploi car la croissance démographique rapide va inexorablement de pair avec un accroissement proportionnel de la population active. D'où le lieu de comprendre que le rythme de création d'emplois doit être en parfaite congruence avec le rythme de multiplication de la population active. Malheureusement, sur le continent africain, le constat est tout à fait le contraire : le taux d'augmentation de la population active a dépassé celui de la création d'emplois. Une des implications du rapport entre croissance démographique et possibilité d'emploi est l'augmentation rapide du taux de chômage. Autrement dit, le ratio de demandeurs d'emplois va plus galopant que celui d'emplois existants. Et pourtant le chômage ne vient jamais sans son cortège d'insécurité sociale. Car les individus sans emploi n'auront pour recours que le vol, le banditisme, la délinquance juvénile... Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, le phénomène des microbes ne cesse d'interpeler les consciences sur le rapport entre croissance démographique, raréfaction d'emplois et développement économique-sociale. Dès le moment où un grand nombre de la population active n'est plus en mesure d'être absorbé par les secteurs économiques modernes, elle se voit assigner soit des services non productifs soit des fonctions traditionnelles à faible productivité et à revenus de subsistance très bas. Cette forte proportion de main-d'œuvre inexploitée tend alors à entraver le développement technologique et l'industrialisation se trouve ainsi ralentie par une pauvreté généralisée qui à son tour réduit la demande relative à des biens manufacturiers. Il en résulte des taux d'épargne et des niveaux de compétences plus faibles. Ce qui n'est pas sans freiner le développement et l'utilisation des ressources naturelles dans certains pays africains. Dans d'autres pays, la croissance démographique peut dépasser le niveau auquel les ressources renouvelables doivent être maintenues. Cela ne peut qu'entraîner l'érosion de la base des ressources. C'est ainsi que la

pauvreté généralisée, la faible productivité de la population active, la demande croissante en produits vivriers et l'industrialisation entravent et affectent le commerce international des pays africains.

Les taux rapides de la croissance démographique engendrent aussi des conflits politiques et sociaux incessants entre divers groupes ethniques, religieux, linguistiques... Au fur et à mesure que la population s'accroît, la demande relative à des services gouvernementaux dans le secteur de la santé, l'éducation, le bien-être et autres s'accroît également. Ce qui provoque la violence, puisque les fortes proportions de jeunes, en particulier ceux en chômage ou ceux qui ont peu d'espoir en un avenir certain, risquent de se transformer en une force politique subversive et éventuellement explosive. La déplorable situation des Docteurs chômeurs en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays africains atteste bien nos propos. Autrefois, les besoins exprimés dans toutes les facultés confondues étaient en hausse par rapport au nombre de postulants et donc il était plus aisé de les absorber tous. De nos jours avec ce nombre pléthorique qui frappe aux portes des universités et grandes écoles, le gouvernement est submergé et ne peut que faire un recrutement à compte-gouttes et conseiller l'entrepreneuriat ou la reconversion dans d'autres filières pour obtenir d'autres compétences. Face à la presse nationale et internationale le lundi 21 novembre 2022 à l'Auditorium de la Primature au Plateau, le Premier Ministre ivoirien Patrick Achi se prononçant sur cette question n'est pas allé par le dos de la cuillère : « Est-ce qu'on est obligé de travailler dans la Fonction Publique ? L'État aide, éduque pour qu'on obtienne un diplôme (...). Quand on a un diplôme de Docteur, Ce que je veux dire à nos frères, c'est que malheureusement, bien que nous construisons un certain nombre d'universités, on ne peut pas trouver de postes pour eux tous »⁷⁰. On ne saurait s'inscrire en faux contre la vérité qui recèle de ce discours. Seulement tous ces remèdes, quoiqu'efficaces pour l'heure, ne feront qu'atténuer superficiellement et temporellement le mal ; plus tard il rejaillira derechef. Pour tuer, à la racine, l'agent pathogène de ce mal et partant ceux des autres maux, les gouvernements se doivent d'opter courageusement pour la

⁷⁰Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, <https://www.enseignement.gouv.ci/index.php?open=actualite&actu=article&artID=1634>. Consulté les 22 nov. 22 à 9h.

limitation des naissances par ménage. Le changement de mentalité est donc aussi du côté de l'État lui-même.

Il faut également faire cas de ces milliers de jeunes qui postulent sans succès chaque année aux différents concours de la fonction publique. Tous ces jeunes africains désemparés qui frappent sans succès aux portes du travail et qui, parfois, croient trouver espoir dans le désespoir de l'immigration clandestine ne peuvent que constituer une bombe à retardement pour leurs pays respectifs. Le palliatif qu'ils trouvent parfois c'est de militer désespérément dans les partis politiques. Ils portent tous leurs espoirs en des leaders politiques qui promettent de l'emploi s'ils sont élus. Dans l'attente confiante de la réalisation de cette prétendue promesse, ils sont prêts à tout pour hisser leur leader au pouvoir. Ce qui provoque malheureusement des sempiternels conflits entre les filles et fils désœuvrés d'un même pays.

Des conflits fonciers surviennent de même dans les zones rurales avec la poussée démographique car aujourd'hui, contrairement à hier, il n'y a plus assez de forêts, de terres à cultiver. Elles ont été vendues à des particuliers par les autorités villageoises soit pour l'urbanisation accélérée soit pour l'exploitation minière. Les changements climatiques s'y mêlant, les champs de cacao, hévéas et autres ont connu un vieillissement rapide ; baissant drastiquement la productivité. S'ensuivent alors le dépeuplement des zones rurales, la raréfaction des produits alimentaires, l'insalubrité, l'insécurité... Michel Garenne fait remarquer, à titre illustratif, qu'au Burkina Faso et en Mauritanie « de nombreux terroirs sont déjà arrivés à saturation. La rivalité entre les éleveurs et les agriculteurs s'est intensifiée, les conflits se multiplient (...). L'arrivée de grands investisseurs qui achètent des superficies importantes exacerbe ces tensions »⁷¹.

Enfin, la célérité démographique due à la forte fécondité et la précocité des grossesses provoque aussi le taux de croissance extrêmement rapide des populations urbaines. Compte tenu de l'accroissement de la population totale du continent, la population urbaine de l'Afrique pourrait atteindre 1271 millions en l'an 2025 selon les estimations. Sans facilités adéquates de logements, cette croissance rapide causera la multiplication des logements pauvres et surpeuplés

⁷¹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/16/le-sahel-est-une-bombe-demographique_5063147_3212.html. Consulté le 14 décembre 2022 à 22h34.

dans les bidonvilles et l'extension des villes à un rythme accéléré ; ce qui entrainera d'autres pathologies sociales. Cela semble confirmer la thèse malthusienne de la croissance démographique. Selon cette thèse, l'essor démographique caractérisé par une progression géométrique explosive (multiplicative), provoquerait une hausse de la population active, qui exercerait une pression sur le capital foncier, inextensible, et finirait par causer, du fait de la diminution des rendements, une régression des salaires au niveau de la subsistance. Poussé trop loin, ce processus déboucherait sur des famines et une augmentation du taux de mortalité. Pour Malthus, l'essor de la production alimentaire, caractérisé par une progression arithmétique (additive) serait devenu inférieur, même à long terme, à celui de la population et cette dernière tombe inévitablement dans la pauvreté. Car, la population croît toujours plus vite que les ressources nécessaires pour son alimentation. Ainsi, une autre manière d'approcher le lien entre croissance économique et pauvreté est de voir comment le bien-être familial et social se dégrade lorsque la taille des familles a tendance à augmenter.

Pour nous en convaincre, sur le rapport entre la croissance démographique, le développement et le bien-être social, portons tout d'abord la réflexion au niveau microéconomique où nous considérerons la famille nucléaire comme unité statistique. Posons-nous maintenant la question de savoir ce qui pourrait advenir dans deux familles dont les chefs de ménages disposent des revenus identiques, mais un nombre de personnes à charge différent. Soit F1 et F2 les deux familles en question. F1 disposant d'un revenu R_1 et F2 un revenu $R_2=R_1$. Le chef de famille de F1 vit avec sa femme et 1 enfant, tandis que celui de F2 a sous sa responsabilité une femme et 4 enfants. Ainsi en considérant le revenu comme mesure de bien-être, il n'y a point de possibilité d'objecter que le ménage F2, composé de 6 individus, ne vit pas mieux que le ménage F1, composé de 3 personnes. Et ce en prenant en compte le fait que les deux chefs de famille sont tous deux des fonctionnaires d'une même corporation et de même grade.

Considérant toujours cette hypothèse, si les chefs de famille disposent de faibles revenus mais identiques, la situation apparaîtrait sûrement plus catastrophique chez F2 que chez F1. Une interprétation microéconomique nous permet de comprendre que le bien-être des individus se dégrade, décroît lorsque la taille du ménage s'accroît et

que les revenus n'augmentent pas proportionnellement. On dira, au regard de cette analyse, que « c'est une nègrerie contre-productive que de faire une dizaine d'enfants par exemple alors que vous vivez dans un deux-pièces » (V. Konan, 2018, p.2). Au niveau macroéconomique, cette approche pourrait être corroborée par l'indicateur du bien-être qui est le PIB par tête, à travers lequel, il ressort le rôle primordial de la population. Lorsque le revenu croît moins vite que la population, alors à long terme, on arrive aux prédictions de Malthus soulignées plus haut. Comme pour attester que l'explosion démographique est un mal qui ronge l'Afrique et l'empêche de mieux se développer. Elle pose les problèmes de chômage, de pauvreté persistante, l'expansion des bidonvilles, l'insécurité et l'instabilité politique. Conscients des effets dévastateurs de la poussée démographique sur le développement, que doivent faire les Africains pour sortir du joug du sous-développement ? Doivent-ils continuer dans leur natalisme outrancier ? Le temps n'est-il pas venu pour eux d'accepter courageusement les prescriptions malthusiennes comme l'ont fait les géants d'Asie et d'Amérique latine ?

III- De l'adoption du Malthusianisme : gage de développement de l'Afrique

Les détracteurs de la théorie malthusienne défendent ardemment la thèse suivant laquelle le nombre n'est pas nécessairement un obstacle puisque la bonne capitalisation du dividende ou bonus démographique peut s'avérer très avantageuse. Par exemple, contre les idées reçues faisant état de ce que les étrangers et surtout les sans-papiers provoqueraient une surpopulation de la France et s'accapareraient le travail des Français, le Mouvement Utopia souligne que les « migrants accroissent aussi la demande de services et sont donc potentiellement créateurs d'emploi » (2012, p.53). Le cas de la Révolution verte en Inde est une autre preuve qui corrobore cette théorie. Ester Boserup, cité par l'Institut Montaigne, nous invite pour sa part à percevoir dorénavant dans la croissance démographique un atout : celui de provoquer une forte pression sociale qui oblige les États à une amélioration permanente des techniques agricoles afin de répondre toujours aux besoins vitaux de leurs populations. Pour elle, « la croissance démographique incite bien

davantage à la productivité qu'elle ne conduit à la famine » (Institut Montaigne, 2018, p.33). Dès lors, pour Makhtar Diop « le bon choix de politiques peut aider les pays à tirer profit des retombées positives des évolutions démographiques en termes de développement global » (2016, p. XVII). Alors, quel que soit le nombre, si la population est bien éduquée, bien soignée et surtout jeune, elle constitue une forte main d'œuvre qui pourra booster l'économie du pays en question dans les domaines de la recherche technologique, la médecine et bien d'autres secteurs très porteurs.

Qu'à cela ne tienne ; les États africains en voie de développement ayant massivement et empressement souscrits avec enthousiasme au statut PPTe (Pays Pauvres Très Endettés) dans l'optique de voir leurs dettes baissées, gagneraient mieux à suivre avec vigilance la balance de leur démographie. Sans cela, il serait difficile pour eux de sortir de l'état de sous-développé pour se mettre sur la voie du développement. À l'heure actuelle où il n'est pas rare d'entendre beaucoup se plaindre de la cherté de la vie, en raison de la croissance vertigineuse des prix des denrées alimentaires et des produits de premières nécessités, il n'est plus judicieux d'arpenter le périlleux chemin et choix du natalisme. Il est désavantageux de faire plusieurs enfants ou même d'en faire juste pour le bonheur d'être papa ou maman car il peut arriver qu'un bonheur devienne un malheur si toutes les conditions nécessaires à son entretien ne sont pas remplies. À bien vouloir voir les choses sous un autre angle plus réaliste, on peut affirmer que ce n'est pas tant la vie qui est chère mais, bien au contraire, nos choix de vie qui rendent chère ou dispendieuse notre vie. Quand on sait qu'aujourd'hui il faut obligatoirement mobiliser des moyens conséquents, surtout financiers, pour assurer la nourriture, les soins, l'éducation à un enfant, il n'est pas logique, voire irresponsable d'en faire ou d'en "pondre" plusieurs. Cette analyse vise à faire comprendre qu'« avoir des familles de petite taille permet aux familles comme aux États de disposer de plus de ressources pour investir dans la santé et dans l'éducation de chaque enfant » (D. Canning, S. Raja, et A. S. Yazbeck, 2016, p.1).

Si avec le coût élevé de la vie actuellement, certains ont pris conscience qu'il faut limiter les naissances afin que suffise le peu de ressources disponibles, d'autres (surtout ceux des campagnes ou des zones rurales) baignés dans l'analphabétisme n'ont pas encore mesuré

l'ampleur de la situation. Ils sont encore ancrés dans cette Afrique solidariste d'autrefois où l'enfant d'autrui était la propriété de toute la communauté. L'enfant n'étant pas exclusivement le bien de sa famille biologique, son éducation et son devenir incombaient à la communauté à laquelle il appartenait. Encore enracinés dans ce mode existentiel, les populations de ces zones rurales prospèrent dans leur natalisme outrancier et transfèrent leurs responsabilités de parents à leurs proches qui vivent dans les zones urbaines. C'est donc ces derniers qui devront recueillir, nourrir et scolariser leurs propres progénitures. C'est pourquoi il n'est pas rare d'entendre certains parents de la campagne dire prosaïquement à leurs frères ou sœurs fonctionnaires : "cet enfant-là c'est pour toi hein ! On l'a fait spécialement pour toi. Quand il sera en âge d'aller à l'école on va te l'envoyer...". Cependant, ils ignorent qu'au fur et à mesure que la cherté de la vie frappe aux portes des ménages, l'individualisme s'installe ; chacun se préoccupant dorénavant de sa famille nucléaire. La preuve, il n'est plus aisé de nos jours de trouver un tuteur pour son enfant qui part poursuivre ses études loin du cocon familial ; d'où la mise sur pied des écoles de proximité. Toutes ces difficultés et mesures doivent emmener chacun à se rendre compte que le natalisme n'est plus un choix judicieux. Loin de nous l'idée d'encourager l'inhospitalité chez l'Africain. Justement s'il veut continuer d'offrir l'hospitalité, il ne doit pas lui-même sombrer dans les vicissitudes existentielles ; et cela en commençant par limiter les naissances. Dans leur programme de solidarité et d'action humanitaire, certains gouvernements apportent de l'aide à plusieurs familles défavorisées. En côte d'Ivoire nous avons le Programme des Filets Sociaux Productifs (PFSP). Ce projet intervenant dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) entend améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Cependant, si ces familles jugées pauvres persévèrent dans leur quotidienneté existentielle ; c'est-à-dire continuent de faire des enfants en masse tout en sachant qu'elles vivent à plusieurs dans des appartements exigus dans des bleds et peinent à se nourrir deux fois par jour, le soutien de l'État serait insuffisant voire insignifiant. Lesdites familles risqueraient alors de s'enfoncer dans les profondeurs abyssales de la misère. La situation de précarité peut certes être la résultante des contingences (catastrophes naturelles, guerres, pandémies...) mais

elle peut aussi dépendre de la responsabilité humaine. Comment alors solutionner cela ?

Pour y parvenir, il faudra un jour, en Afrique, penser à la limitation du nombre d'enfants par couple comme l'ont fait les Chinois. Le modèle familial chinois se présentant comme suit : 4-2-1, c'est-à-dire les 4 grands parents, les 2 parents et 1 enfant ; en Afrique on pourrait adopter le modèle 4-2-3 maximum pour éviter tout ce "troupeau d'hommes" qu'on livre, sans état d'âme, à la dureté de la vie. Sans emplois, désespérés, désemparés, livrés à eux-mêmes dans un monde dans lequel ils ont été « jeté[s],... rejeté[s], délaissé[s], englué[s]... abandonné[s] » (J-P. Sartre, 1996, p.41) sans être avisés, ils s'adonnent à des pratiques peu recommandables et condamnables. L'adoption du malthusianisme qui préconise la limitation volontaire des naissances afin de lutter contre la pauvreté et la sous-alimentation provoquées par la surpopulation, ne serait pas un mauvais choix en Afrique. Cette adoption sera une thérapie palliative plus ou moins empirique, mais d'un apport et d'un impact fort significatif au problème du sous-développement. Les Africains ont d'ores et déjà, suivant les principes de la théorie malthusienne, la prérogative de régler le problème de la croissance démographique qui devient de plus en plus inquiétant. S'inscrire dans cette logique malthusienne de la vie permettrait d'ailleurs aux femmes africaines d'être plus autonomes et émancipées. Limiter les naissances concourt à la bonne santé de la femme et son implication dans la vie active. On ignore bien souvent que hormis le PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant qui est l'indicateur de développement⁷² le plus connu, il existe surtout celui de la participation des femmes (IDF⁷³) à la vie économique et politique. Si hier certains mythes et préjugés avaient résumés la femme à une créature faible vivant aux crochets de l'homme comme un parasite, dorénavant il y a lieu de comprendre qu'elle est une cheville ouvrière, un pilier fondamental pour le développement d'un pays. Pour ce faire, en évitant à plusieurs fois de « la mettre en quarantaine pendant neuf mois » (T. Boni, 2005, p. 19), c'est lui

¹ L'Indice de Développement Humain (IDH)

¹ Indicateur de Participation des Femmes. En plus de ces deux, il y a d'autres comme l'Indicateur sexospécifique de Développement Humain (ISDH) et l'Indice de Pauvreté Humaine (IPH) qui rentrent en ligne de compte.

donner l'occasion d'être en bonne santé, éduquée et de pouvoir efficacement participer au développement économique de sa société. Par la même occasion, baisser le taux de natalité permettrait d'accroître le pouvoir d'achat de chaque citoyen en ce sens que les richesses à redistribuer seraient supérieures au nombre de personnes. Or si celles-ci continuent d'être largement inférieures au taux de la population, chacun n'aura qu'une maigre prébende même si les dirigeants s'évertuent à faire une équitable répartition. L'État pourra ainsi mobiliser d'autres ressources pour développer d'autres secteurs d'activités (santé, éducation, transport, sécurité...) nécessaires pour le bien-être des populations. Dans cette visée argumentative on est d'avis avec David Canning, Sangeeta Raja, et Abdo S. Yazbeck lorsqu'ils déclarent que le choix du malthusianisme peut aider « à plus de femmes d'intégrer la population active. (...) La réduction de la fécondité engrange des gains immédiats de revenu par habitant grâce à la diminution du taux de dépendance des jeunes » (2016, pp. 1-3).

Il est vrai qu'autrefois, comme mentionné plus haut, l'on jugeait la puissance et la richesse d'un individu en fonction du nombre considérable d'enfants qu'il avait. On considère certes aussi l'enfant comme un don de Dieu ; mais cette donation ne s'actualise que lorsque le donataire donne sa caution ou son approbation. Autrement, ce don ne s'impose pas à un couple qui n'a pas mûri l'idée de le recevoir en le concrétisant par l'acte sexuel (à l'exception du couple Marie-Joseph). Pour le dire laconiquement, sans rapport il n'y a pas d'enfant. À moins que ce ne soit par insémination. Ergo, si l'homme fait des enfants, c'est justement parce qu'il en a décidé. Dès cet instant, il faut pouvoir trouver les moyens nécessaires pour garantir la vie de cette progéniture. Il n'est pas judicieux de faire des enfants par une simple volonté, mais parce qu'on a pris la pleine mesure de toutes nos possibilités. Pouvoir ici, ne doit pas s'entendre comme le fait de posséder un phallus d'une envergure non négligeable et capable de prouver qu'on est "garçon" devant la femme. Pouvoir ici, doit être perçu comme la possibilité pour le couple de remplir les conditions physiologiques, sociologiques, financières, matérielles, morales afin d'éviter de faire de sa progéniture une "ordure humaine". Tant que cela n'est pas fait, des phénomènes comme les enfants de la rue, la prostitution, la délinquance juvénile (en Côte d'Ivoire on parle de Microbes ou enfants en conflit avec la loi), la cybercriminalité

(communément appelé broutage), la mendicité qui plombent le développement des États africains persisteront.

Pourquoi, d'ailleurs, faire des enfants quand on est conscient de n'avoir pas les moyens de s'en occuper ? Pourquoi choisir de s'engager sur la périlleuse voie de la polygamie quand on sait que les moyens de ce choix sont maigres ou quasi inexistants ? Pour Sartre, il ne faut pas se charger de ce qu'on ne peut pas faire car après « ça pèse trop lourd » (1947, p. 153). Alors, si cette vitesse démographique n'est pas maîtrisée, le continent risque d'être surpeuplé. Si l'Afrique veut réussir son projet de développement, elle doit sans plus tarder songer à freiner son taux de croissance démographique. Déjà qu' « en 2050, [*s'inquiète Émilie Lanez*], neuf milliards d'humains se partageront un espace exigu, exsangue, pollué... (...) La planète déborde. Peut-elle tenir ? Pourrait-elle craquer ? » (2010, pp.53-54). Puissent les Africains prendre en considération ces inquiétudes car, quels que soient les arguments qu'on pourra échafauder pour sa défense, le surpeuplement (si les ressources manquent ou mal redistribuées) rime inévitablement avec pauvreté, misère, famine, conflits sociaux, fonciers etc. Il faut immédiatement en découdre avec ces attitudes trop irréalistes et laxistes qui semblent devenir l'identité remarquable de l'Africain. L'Afrique du 21^e siècle doit sortir de son irréalisme habituel pour amorcer définitivement la voie du développement dans un esprit cartésien.

Conclusion

« Le malthusianisme, une nécessité diomédienne pour l'Afrique ». Tel était l'intitulé du sujet sur lequel a porté notre réflexion. À l'issue de cette étude nous reconnaissons qu'avoir un enfant est certainement un grand bien qui puisse exister. Une progéniture c'est l'ajout d'un nœud supplémentaire à la chaîne de l'Humanité ; assurance incontestée de la pérennisation de soi ainsi que celle de l'espèce humaine. Toutefois, c'est un bonheur qui peut vite devenir problématique si, en amont, toutes les conditions nécessaires (sociales, économiques...) ne sont pas réunies. Être parent requiert la capacité de respecter les droits à l'éducation, aux soins médicaux, à l'alimentation saine et équilibrée... de sa ou ses progéniture(s). En un mot le respect scrupuleux des droits fondamentaux qui concourent au

développement sain et harmonieux sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social ; cela s'appelle assumer ses responsabilités. Malheureusement bien d'Africains font des enfants parce qu'il faut en faire. Sans vraiment tenir compte des conditions exécrables dans lesquelles ils vivent eux-mêmes, ils se reproduisent en croyant béatement qu'un jour Dieu ou la fortune les sauvera de leurs situations. Les conséquences aujourd'hui sont si visibles : la surpopulation, la pauvreté, « des cortèges grandissants de chômeurs » (J-P. Dozon, 2008, p.87) occasionnant le grand banditisme, l'insécurité, l'immigration clandestine qui maintiennent ce beau continent dans la glue du sous-développement. Il est plus que jamais urgent de résoudre ce problème démographique qui semble ne pas inquiéter bon nombre d'Africains. L'adoption de la théorie malthusienne apparaît comme une nécessité diomédienne. Cela permettrait de maîtriser la courbe démographique et solutionner bon nombre de pathologies sociales. Alors, au lieu de chercher des « médicaments pour durer sur femme seulement [c'est-à-dire réaliser] des prouesses lorsqu'il s'agit de trouver des remèdes concernant les besoins relatifs à la sexualité » (M. G. Ban & A. S. Affro, 2021, pp.300-301), les pour-soi africains gagneraient à maîtriser autant que possible leur appétit sexuel. Il faut en Afrique, si l'on veut, un véritable et sérieux planning familial. Sinon, vu l'urgence de la situation, l'adoption du malthusianisme qui exige la limitation du nombre d'enfants par ménage serait un choix efficace. Sans cette stricte mesure, il serait difficile pour ce continent qui peine à se remettre sur la voie du développement de s'en sortir.

Références bibliographiques

AFD – CEPED –Karthala (2007), *L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain*, sous la direction de Benoît Ferry, Paris.

Amadou Koné (1997), *Les coupeurs de têtes*, Sépia, Paris.

Amadou Koné (1980), *Le respect des morts*, Hatier, Paris.

Anandita Philipose, Ramatou Touré, et Cairn Verhulst (2018), *Le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre*, UNFPA-WCARO-UNICEF_FR_final.pdf.

Ban Messou Ghislain & Affro Agnin Sylvain (2021), « *L'humour dans la situation de crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus en*

Côte d'Ivoire », Université Félix Houphouët-Boigny, Revue Akoféna, Abidjan.

David Canning, Raja Sangeeta et Yazbeck Abdo (2016), *La transition démographique de l'Afrique : dividende ou catastrophe ?* DC : Banque mondiale, Collection. L'Afrique en développement, Washington.

Dozon Jean-Pierre (2008), *L'Afrique à Dieu et à Diable, États, ethnies et religions*, Ellipses Éditions, Paris.

Émilie Lanez (2010), « *Neuf milliards et 2050, et moi, et moi, et moi...* », Le point, Paris.

Ester Boserup cité par l'Institut Montaigne (2018), « *Le défi démographique : mythes et réalités* ». Note d'analyse, Paris.

Francis Gendreau (1996), *Démographies africaines*, Éditions ESTEM, Paris.

Gilles Pison (2017), « *Sept milliards et demi d'humains aujourd'hui, combien demain ?* », Études marines, n° 12, Paris.

Jean-Paul Sartre (1996), *L'existentialisme est un humanisme*, Gallimard, Coll. Folio essais, Paris.

Jean-Paul Sartre (1947), *Huis clos suivi de Les mouches*, Gallimard, Paris.

Konan Venance (2018), *Soirinfo 7097 du vendredi 8 juin*, Abidjan.

Makhtar Diop (2016), dans l'Avant-propos de *La transition démographique de l'Afrique : dividende ou catastrophe ?* DC : Banque mondiale, Collection. L'Afrique en développement, Washington.

Mouvement Utopia (2012), *Le travail. Quelles valeurs ? Idées reçues et propositions*, Préface de Dominique Méda, Les Éditions Utopia, Paris.

Platon (1966), *La République, Livre VII, Traduction. R. Baccou*, Garnier Frères, Paris.

Samba Diakité (2014), *Politiques Africaines et Identités. Des liaisons dangereuses*, Différence Pérenne, Québec.

Sandron Frédéric (2002), « *Croissance économique et croissance démographique : théories, situations, politiques* » dans : Charbit Y. (dir.) *Le monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques*, La Documentation Française, 15-41. (Les Études de la Documentation Française), Paris.

Tanella Boni (2005), *Matins de couvre-feu*, Le serpent à plumes, Paris.

Tanella Boni (2003), *Les nègres n'iront jamais au paradis*, Le serpent à plumes, Paris.

Webographie

Houda El Aaddouni (2003), « *Stérilité au féminin : enjeux de la mémoire !* », Face à face [En ligne], 5 | 2003, mis en ligne le 01 mars. URL : <http://journals.openedition.org/faceaface/418>). Consulté le 20 mai 2023 à 03h20.

Jean-Paul Moatti et Jean-Marc Chataigner (2017), « *La question démographique, épée de Damoclès du développement africain* » in https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/16/le-sahel-est-une-bombe-demographique_5063147_3212.html. Consulté le 20 mai 2023 à 03h17.

Michel Garenne (2017), https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/16/le-sahel-est-une-bombe-demographique_5063147_3212.html. Consulté le 14 décembre 2022 à 22h34

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, <https://www.enseignement.gouv.ci/index.php?open=actualite&actu=article&artID=1634>. Consulté le 15 novembre 2022 à 16h30.

Saliou Amah, <https://news.abidjan.net> du mercredi 1 juin 2022 | APA. Consulté le 10 juin 2022 à 8h10.